Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JUIN 1871.

Crédit spécial de 450,000 francs au Département de la Guerre pour
l'installation de l'Académie militaire à la Cambre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'article 26 de la loi du 18 mars 1838 porte :

« La ville dans laquelle sera fixé le siège de l'École militaire mettra à la
» disposition du Gouvernement un bâtiment convenable pour l'établissement
» de l'École; elle sera chargée des frais d'agrandissement, d'amélioration et
» d'entretien de ce bâtiment. »

Se conformant à ces prescriptions, la ville de Bruxelles a mis à la disposition du Gouvernement les bâtiments de l'ancien Athénée; elle a constamment entretenu ces bâtiments et y a fait divers travaux d'améliorations; mais quoiqu'elle y ait aussi exécuté quelques travaux d'agrandissement, elle n'est point parvenue à leur donner toute l'extension que réclament les besoins de l'établissement.

A mesure que l'École militaire s'est organisée et développée, l'insuffisance des locaux affectés à son usage est devenue de plus en plus évidente; pour ne citer que quelques-uns des principaux services qui souffrent de cette insuffisance, nous ferons remarquer que l'École ne possède ni manège ni écuries (quoique l'équitation soit inscrite au programme des cours); qu'on n'y trouve ni amphithéâtre spécial, ni salle d'expériences pour les leçons de physique, ni laboratoire de préparation convenable pour la chimie; qu'il y manque des salles de réunion, de récréation, etc.; qu'enfin les logements destinés aux élèves sont insuffisants, et par cela même insalubres.

Ce fâcheux état de choses subsiste depuis plusieurs années déjà; à l'aide de palliatifs, on a pu parer, jusque dans ces derniers temps, à quelques-uns des

principaux inconvénients qui en résultent. Ainsi, un manège et des écuries ont été loués au dehors de l'établissement; les mêmes amphithéâtres ont été affectés à des cours complètement différents; des salles d'étude même sont transformées en amphithéâtres à certaines heures; bon nombre d'élèves sous-lieutenants ont été autorisés à se loger en ville, etc., etc.

Mais il est évident que ces palliatifs engendrent de nombreux déplacements des personnes et du matériel, et, par suite, des pertes de temps et d'argent; qu'ils nuisent à l'ordre et à la régularité des travaux de l'École, et qu'ils exercent une pernicieuse influence sur la discipline et sur les études.

Du reste, par l'extension donnée aux armes spéciales qui oblige à augmenter le nombre des élèves admis, chaque année, pour l'artillerie et le génie, et par la nécessité d'adjoindre à l'École militaire une École de guerre et une École de sous-officiers, ces palliatifs sont devenus eux-mêmes insuffisants, et il n'est plus possible de maintenir l'établissement dans les bâtiments actuels.

Or, l'exiguïté de l'espace occupé par l'École militaire ne permet plus d'y élever aucune construction nouvelle.

Le déplacement de l'École est donc devenu tout à fait indispensable. Mais il n'est pas indifférent que l'École militaire soit établie dans telle ou telle autre localité du pays. De puissantes raisons militent, au contraire, en faveur de son maintien dans l'agglomération de Bruxelles. Nulle autre ville ne présente ni les mêmes avantages aux points de vue de la facilité des études et des intérêts du personnel enseignant, et il est douteux que, dans les localités les plus favorisées sous ce rapport, on puisse rencontrer un établissement assez vaste et convenablement approprié.

Le Département de la Guerre attache une grande importance à ce que l'École de guerre et une École de sous-officiers soient annexées à l'École militaire, ce qui est strictement conforme à la loi du 18 mars 1858. Il désire encore que l'École de cavalerie y soit adjointe. Il trouve que cette combinaison a de sérieux avantages et notamment celui d'utiliser les professeurs, les cavaliers, les chevaux et le manège de l'École de cavalerie pour l'instruction des officiers de l'École de guerre et des élèves sous-lieutenants de l'artillerie et du génie.

Le législateur de 1858, en imposant à la ville qui posséderait l'École militaire la charge de fournir le local, n'a pas prévu l'adjonction de l'École de cavalerie à l'École militaire. La ville de Bruxelles ne peut être tenue de fournir les locaux et les terrains nécessaires à l'École de cavalerie, et en admettant qu'elle puisse et veuille satisfaire complètement aux obligations imposées par la loi de 1858, la réunion des écoles désirée par le Gouvernement ne serait point réalisée.

Les bâtiments et les terrains que le Gouvernement propose d'affecter dorénavant à l'établissement de l'École militaire et de l'École de cavalerie, sont ceux de l'ancienne abbaye de la Cambre, occupés jusqu'ici par le Dépôt de mendicité du Brabant, et que l'exécution de la loi du 4 février 1870 rend disponible.

Une commission composée de délégués des Départements des Finances, de la Justice et de la Guerre, a reconnu la parfaite convenance de ces bâtiments

et terrains pour leur destination nouvelle, tant sous les rapports de la situation et de l'étendue que sous le rapport de la salubrité. Elle a reconnu, en outre, que les bâtiments existants peuvent tous être maintenus, que les dépenses à faire pour leur appropriation sont minimales, relativement à la valeur totale de l'immeuble, et qu'il n'y a d'autres constructions nouvelles que celles qui sont nécessaires pour l'École de cavalerie.

Notons en passant que ces constructions nouvelles comprennent le manège qui devrait être élevé pour le service de l'École militaire, quand bien même l'École de cavalerie ne lui serait pas annexée.

La propriété de la Cambre est contestée :

La province du Brabant revendique cette propriété contre l'État.

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer les arguments qu'on fait valoir de part et d'autre; aux tribunaux seuls appartient le droit de vider le différend.

Mais, quel que soit le véritable propriétaire du Dépôt de mendicité de la Cambre, il est incontestable que le Gouvernement est en possession de l'immeuble et qu'il en peut disposer pour tel service public qu'il juge convenable d'y installer, à la condition, bien entendu, d'assurer d'une autre manière le service spécial auquel ce Dépôt est actuellement affecté. Or, l'acquisition du domaine de Merxplas, autorisé par la loi du 4 février 1870 et le transfert dans ce domaine ou dans d'autres établissements de l'État, des diverses catégories de reclus que le Dépôt de la Cambre a dû recevoir jusqu'ici, ont eu pour effet d'assurer ce service spécial d'une manière satisfaisante.

Dès lors le Gouvernement devient libre d'employer l'immeuble à l'établissement de ses Écoles militaires, sans attendre l'issue du procès intenté. Il n'y a donc de ce côté aucune difficulté réelle.

Mais en supposant que les prétentions de la province fussent admises, et que le Gouvernement dût acquérir l'immeuble, même dans ce cas il y aurait toujours avantage pour l'État à ce que les écoles de l'armée fussent immédiatement établies à la Cambre.

En effet, le prix de l'immeuble, taxé par les tribunaux ou fixé à dire d'experts, ne sera pas plus élevé quand les écoles y auront été établies, que si les bâtiments y étaient restés vides; et ce prix sera loin d'atteindre au chiffre de la dépense que le Gouvernement aurait à faire s'il devait acquérir dans l'agglomération bruxelloise un terrain aussi grand, et y élever des constructions neuves d'une pareille étendue.

Au reste, il ne faut pas perdre de vue que l'on pourra toujours disposer, à cet effet, de la somme de 800,000 francs, allouée par la loi du 4 février 1870.

Ce crédit n'a été accordé qu'à titre d'avance et devra être remboursé par le service de la mendicité.

En tous cas, au-dessus de la question d'argent, se place la nécessité d'assurer sans interruption l'enseignement supérieur de l'armée. Cette nécessité, dans les temps actuels, est une obligation qui s'impose impérieusement au Gouvernement, et comme il a été dit plus haut, il n'y peut être satisfait que par le transfert de l'École militaire dans des locaux plus vastes et mieux appropriés. Or, la Cambre est le seul établissement qui puisse offrir ces locaux immédiatement.

La ville de Bruxelles élève des prétentions sur un tiers des terrains provenant de l'ancienne station du Midi, dans l'établissement de laquelle elle est intervenue pour un tiers.

Elle a l'intention d'établir un square sur ces terrains entre le nouveau boulevard et la rue du Midi prolongée; le Gouvernement a saisi l'occasion que lui offraient ces contestations et ces projets, pour terminer en une fois le règlement des terrains de la rue du Midi et de l'École militaire.

Par convention en date du 17 juin 1871, la ville de Bruxelles renonce à toute prétention sur les terrains de l'ancienne station du Midi, et cède à l'État l'École militaire qui sera englobée dans les jardins du Palais; l'État, par contre, libère la ville de Bruxelles de l'obligation de fournir et d'entretenir le local de l'École militaire, et lui cède le long de la rue du Midi les terrains nécessaires à l'établissement du square projeté par elle.

On remarquera que les terrains échangés d'égale valeur, d'après des évaluations minutieuses, seront affectés, de part et d'autre, à une destination improductive.

L'établissement du square sera de nature à favoriser la vente des terrains voisins dont l'État reste propriétaire.

Le dernier article du projet de loi a pour objet de fournir au Département de la Guerre le moyen de couvrir les dépenses résultant des travaux d'appropriation et autres à exécuter à la Cambre.

Le crédit sollicité est de 450,000 francs, répartis comme suit :

Travaux d'appropriation des bâtiments existants fr.	103,000	»
Construction d'un grand manège	60,000	»
— d'une caserne pour l'École de cavalerie	25,000	»
Appropriation du mobilier de l'École militaire, ameublements nouveaux et travaux imprévus	57,000	»
	450,000	»
TOTAL. fr.	450,000	»

Si, comme le Gouvernement l'espère, ce crédit lui est ouvert assez tôt pour que les travaux puissent être adjugés dans les premiers jours du mois d'août, l'École de guerre pourra être installée à la Cambre avant la fin de la présente année, et les autres écoles dans le courant de 1872.

Le Ministre des Finances,

V. JACOBS.

Le Ministre de la Guerre,

GUILLAUME.

PROJET DE LOI.**LÉOPOLD II,****ROI DES BELGES,***À tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, à la Chambre des Représentants, par notre Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

L'École militaire, l'École de guerre, l'École de sous-officiers et l'École de cavalerie, réunies sous le nom d'Académie militaire, seront établies dans des bâtiments fournis par l'État et entretenus par lui.

L'article 26 de la loi du 18 mars 1858 est abrogé.

ART. 2.

Est approuvée la convention conclue entre le Gouvernement et la ville de Bruxelles, en date du 17 juin 1871, par laquelle celle-ci cède à l'État les terrains occupés par l'École militaire en échange de terrains provenant de l'ancienne station du Midi.

ART. 3.

Il est alloué au Département de la Guerre un crédit spécial de quatre cent cinquante mille francs, pour les travaux d'appropriation, de construction et d'ameublement qu'exige le transfert de l'Académie militaire dans les bâtiments et terrains dépendants de l'ancien dépôt de mendicité de la Cambre. Ce crédit sera couvert par les ressources ordinaires du Trésor.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 1871.

LÉOPOLD.**PAR LE ROI :***Le Ministre de la Guerre,***GUILLAUME.***Le Ministre des Finances,***V. JACOBS.**

CONVENTION.

Entre l'État belge, représenté par M. Victor Jacobs, Ministre des Finances,
Et la ville de Bruxelles, représentée par M. Jules Anspach, bourgmestre,
dûment autorisé par délibération du Conseil communal du 5 juin 1800
soixante et onze,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

La ville de Bruxelles cède en toute propriété à l'État les bâtiments, terrains et dépendances situés rue de Namur, rue Borgendael et rue Brederode, servant actuellement à l'École militaire, dont la contenance, d'après la matrice cadastrale, est de 86 ares 55 centiares.

ARTICLE 2.

L'État cède en échange à la ville de Bruxelles une surface de 11,751 mètres carrés des terrains de l'ancienne station du Midi, savoir :

A. 6,395 mètres carrés environ dans la partie de ces terrains indiquée par la lettre A au plan annexé à la présente convention.

B. 5,346 mètres carrés environ dans la partie marquée au même plan sous les lettres E et F, de manière à former un rectangle borné par la rue du Midi prolongée, la rue des Foulons et les propriétés acquises par la *Belgian public works Company* en vertu du contrat du 15 juin 1866.

Cette seconde parcelle est destinée à être échangée par la ville de Bruxelles contre les parcelles qui figurent au plan sous les lettres B, C, D, acquises par la *Belgian public works Company*.

ARTICLE 3.

La ville, moyennant ces arrangements, renonce à toute prétention sur les terrains provenant de l'ancienne station du Midi, dont le surplus restera disponible en mains de l'État.

ARTICLE 4.

La largeur de la rue à établir entre la place Rouppe et le boulevard du Midi, qui, d'après les arrangements pris en 1860 avec la ville, devait être de

37 mètres 10 centimètres, est réduite à 20 mètres ; conformément au tracé indiqué au plan précité.

ARTICLE 5.

La ville de Bruxelles est libérée de l'obligation lui imposée, en vertu de l'article 26 de la loi du 18 mars 1838, de fournir un local à l'École militaire.

ARTICLE 6.

Les échanges prévus par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus seront effectués en franchise de droit de mutation et de transcription.

ARTICLE 7.

La présente convention est conclue sous réserve de l'approbation de la Législature.

Ainsi fait en double original à Bruxelles, le 17 juin mil huit cent soixante et onze.

Le Ministre des Finances,

V. JACOBS.

Le Bourgmestre,

J. ANSPACH.